

Syrie - Interview de Salam Kawakibi, directeur de l'Arab Reform Initiative

Comment jugez-vous la possible intervention militaire occidentale en Syrie ?

Si on en parle beaucoup, de façon médiatique et spectaculaire, c'est peut-être pour éviter de la faire. C'est peut-être pour envoyer des messages. Les Britanniques ont présenté une résolution au Conseil de sécurité en sachant très bien qu'elle va être bloquée par les vetos russes et chinois. Il y a sans doute eu un marché ces derniers jours avec les Russes pour une frappe punitive et très limitée, juste pour sauver la face, parce que les occidentaux se sont ridiculisés depuis le temps qu'ils parlent de ligne rouge et de stopper les atrocités contre les civils. Maintenant, il faut savoir qu'ils ne vont réagir - et j'ajoute beaucoup de points d'interrogation, que contre les armes chimiques, alors que les armes chimiques n'ont tué qu'1% des morts civils.

Selon vous, il y aurait donc eu des négociations secrètes avec les Russes, qui accepteraient une frappe limitée ?

Je crois que les négociations secrètes n'ont jamais cessé. En même temps, les Russes vont tirer profit de cette situation jusqu'au bout. Ils veulent être rassurés sur leurs intérêts stratégiques dans la région dans le cas d'un changement de régime. Ils ne veulent pas reproduire la Libye. Je pense que l'opération qui va se produire dans les prochains jours ou les prochaines semaines – si elle se produit va prendre en considération les intérêts politiques de tous les alliés occidentaux, ainsi que ceux des Russes, ainsi que la sécurité d'Israël. Les intérêts réels du peuple syrien viendront en dernier.

Quel est le but, selon vous, de la rencontre du chef de la CNS Ahmad Jarba avec François Hollande à Paris ?

Il va sans doute voir avec les Français quelles seront les modalités d'intervention. La CNS voit la France comme une tête de pont, comme contre Kadhafi. Ahmad Jarba a reçu un accueil très froid aux Etats-Unis il a peu de temps, et il compte maintenant sur la France. Mais il faut qu'il sache que la décision finale ne sera pas prise à Paris. Elle appartient à l'Administration la plus hésitante dans l'histoire des Etats-Unis. Le secrétaire d'Etat John Kerry a fait des déclarations musclées, mais il a aussi téléphoné à son homologue syrien Walid Moallem. Les Etats-Unis cherchent un équilibre entre diplomatie et action militaire.

François Hollande a promis de mieux armer l'opposition militaire syrienne. Y croyez-vous ?

Je crois que si frappes il y aura, ce sera contre la volonté profonde de tous les dirigeants occidentaux. C'est la rentrée, il y a beaucoup de dossiers sur leurs bureaux qui n'ont rien à voir avec la Syrie. Cette déclaration est sans doute destinée à transmettre à l'ASL la responsabilité de l'action militaire. Mais c'est un discours qui date de plus de deux ans et demi. Jabhat al Nusra est apparu en janvier 2012, presque un an après le début de la révolution et cinq mois après la militarisation de la résistance et les prémices de la création de l'Armée syrienne libre. Et c'est maintenant que l'on parle de renforcer l'ASL...On a un peu de retard ! Ces hésitations, ont été interprétées comme une volonté de laisser pourrir la situation.

Croyez-vous à des livraisons d'armes propres à faire la différence, comme des missiles antiaériens ou antichars ?

Je crois que les occidentaux en sont toujours à se demander qui vient en premier, l'œuf ou la poule : selon eux, si on arme l'ASL, les armes risquent de tomber entre les mains des djihadistes, et si on n'arme pas l'ASL, on renforce les djihadistes... Ce refrain ressemble à la musique d'attente quand on appelle une administration. Il sert juste à faire traîner les choses. Mais c'est un jeu qui est maintenant démodé.

Une éventuelle opération militaire peut-elle précipiter la conférence de «Genève 2 » souhaitée par les Etats-Unis et les Russes, entre autres ?

Cette conférence est une fiction dont le scénario a été élaboré par des gens qui ne savent même pas de quoi il s'agit. Je crois que tout dépendra de la force de la frappe. Si c'est une opération limitée, elle servira à amener le régime à accepter des négociations. Le ministre des Affaires étrangères russe a déjà dit qu'il ne souhaitait pas entrer en guerre dans ce cas. Si les frappes sont plus importantes, elles risquent de dégénérer au niveau régional.

Conséquences régionales ?

On peut avoir des surprises. On ne sait pas comment l'Iran va réagir. Il peut très facilement déclencher l'embrasement du Liban grâce à son bras armé libanais, le Hezbollah. L'Iran peut aussi agir en Irak. Sa réaction dépendra de la force des frappes. Pour toutes ces raisons, le degré de l'intervention a dû être décidé avec les Russes, qui mettront au courant les Iraniens. Chacun va calculer ses profits et ses pertes. Les occidentaux ne font rien depuis plus de trente ans sur le plan diplomatique vis-à-vis de l'Iran, et c'est une grave erreur, cela renforce les courants radicaux en Iran et empêche les modérés de faire de la diplomatie constructive

Les Américains pourraient en profiter pour frapper les djihadistes ?

Entre les djihadistes, il faut faire la différence entre le Front al-Nusra et l'Etat islamique en Irak et au Levant (Eiil). Al-Nusra est récupérable. Sa composition est opportuniste, avec une présence syrienne importante, contrairement à l'Eiil qui est complètement étanche. Les autres forces de la révolution n'ont aucun contact avec lui. Elles ne peuvent rien négocier avec lui. Il y a une forte présence étrangère, en parti due aux services secrets russes, qui y ont infiltré des Tchétchènes. Les membres de l'Eiil ont une méconnaissance de la société syrienne. Ils commettent de plus de crimes contre les civils. Cela dit je ne crois pas que les Américains vont frapper les deux côtés (le gouvernement et les islamistes). Ce qui est inquiétant, c'est qu'en cas d'intervention, il va y avoir beaucoup d'actions de l'Eiil et du front al-Nusra contre les civils, pour tuer des représentants de la société civile (laïque ou religieuse), pour effrayer les occidentaux sur un éventuel vide du pouvoir et les faire hésiter à aller plus loin dans leurs actions. Ce qui renforce les soupçons que l'Eiil est très infiltré par les services secrets de Bachar el-Assad. Et malheureusement, les otages qui sont entre leurs mains risquent de faire partie des victimes.

Salam Kawakibi
Deputy Director
Arab Reform Initiative